

Publié le 7 juillet 2016

La NRA, un lobby qui se sclérose

Newton, San Bernardino, Orlando... L'histoire récente des États-Unis égrène une sinistre litanie : celle des fusillades de masse tristement fréquentes dans un pays où le droit de porter une arme est garanti par le deuxième amendement de la Constitution.

« D'abord la douleur, puis l'indignation, puis le rejet par le Congrès des propositions de loi pour le contrôle des armes : le rituel qui fait suite à une fusillade de masse est d'une routine lassante », déclare [The Economist](#). Au lendemain du massacre perpétré dans une boîte de nuit homosexuelle à Orlando, qui a fait 49 morts et 53 blessés, le Sénat a en effet rejeté plusieurs propositions de loi visant à mieux contrôler la vente des armes à feu.

Les chiffres dont fait état le [New York Times](#) sont pourtant alarmants : avec plus de 3 millions d'armes en circulation, les États-Unis détiennent de très loin le record du nombre de victimes d'armes à feu parmi les pays développés. Les armes y font autant de morts que les accidents de la route, tuant en moyenne 27 personnes par jour. L'homicide par les armes à feu est la troisième cause de mortalité pour les hommes de 15 à 29 ans aux États-Unis, après les accidents et les suicides (souvent à l'arme à feu...).

Comment comprendre dès lors un tel immobilisme législatif, qui met en échec les propositions de lois même les plus modérées pour encadrer la vente des armes, alors que 90 % des Américains sont favorables à ces mesures, selon [The Economist](#) ? Bien des élus démocrates ont ainsi souligné l'hypocrisie du temps de silence observé au Congrès après la tuerie d'Orlando – à commencer par Barack Obama lui-même, dans une déclaration forte citée par [The Economist](#) : « La violence par les armes réclame bien plus que des moments de silence. Elle réclame de l'action. En échouant à ce test, le Sénat a trahi le peuple américain ».

Débats houleux au Congrès

Le [Washington Post](#) souligne le sentiment de frustration, de lassitude et de colère chez bien des élus démocrates, qui sont allés jusqu'à engager des mesures procédurales et à provoquer un sit-in au Congrès, afin de forcer les parlementaires à débattre et à voter une plus grande limitation des ventes d'armes. Des manifestations d'une ampleur inédite, qui se sont soldées – du moins en apparence – par un échec.

Parmi les quatre projets de loi proposés au Sénat, deux émanaient des démocrates, et deux des républicains. Aucun n'a pu être voté : une impasse en partie liée aux clivages entre les deux partis, exacerbés en cette période de campagne électorale.

Un premier projet de loi avait été proposé en décembre 2015 par le sénateur de Californie Dianne

Feinstein au lendemain du massacre de San Bernardino. Il consistait à interdire la vente d'armes à feu aux personnes suspectées de terrorisme et répertoriées sur les listes fédérales, rapporte le [*New York Times*](#). Une mesure qui, selon les républicains, porte atteinte au principe de la présomption d'innocence cher aux Américains, souligne le *Washington Post*. Des citoyens innocents qui figureraient par erreur sur ces listes se verraient alors privés de leur droit constitutionnel... D'où une contre-proposition des républicains exigeant de suspendre la vente d'armes à feu durant trois jours, le temps pour le FBI de procéder à une enquête afin de prouver la culpabilité du suspect. Un délai jugé totalement irréaliste par les démocrates, qui dénoncent cette mesure comme un leurre, déclare le *New York Times*.

Un second projet de loi proposait d'étendre le contrôle des antécédents criminels et psychiatriques des acheteurs, notamment à la vente d'armes par internet, et au cours d'expositions. Une nouvelle contre-proposition républicaine se limite à renforcer les contrôles sur la santé psychique des acquéreurs, explique le *New York Times*.

La toute-puissance de la NRA

L'incapacité des États-Unis à sortir du statu quo s'explique par l'influence de la NRA (National Rifle Association), défenseur acharné de la vente libre des armes à feu, qui serait le lobby le plus puissant du pays aux dires du *Washington Post*. La NRA, qui n'est soutenue que par une poignée de démocrates et trouve son principal appui auprès des élus républicains les plus fidèles à l'orthodoxie du Grand Old Party, s'appuie sur une interprétation « abusive » du second amendement de la Constitution, Elle s'agrippe à l'absurde idée que la vente illimitée des armes favorise la sécurité des citoyens américains en leur donnant les moyens de se défendre eux-mêmes, précise le *New York Times*. Un point de vue nourri par une rhétorique simpliste.

Par contre, comme l'affirme [*The Economist*](#), « bien des sondages montrent que la majorité des Américains soutiennent des lois plus strictes concernant la vente des armes. Malgré cela, des amoureux de la gâchette, qui s'imaginent que les gentils doivent être armés pour vaincre les méchants, se montrent politiquement bien plus actifs. Ils offrent aussi des sommes bien plus considérables aux politiciens que ne le font les avocats du contrôle des armes. Certains membres du Sénat qui risquent fort de perdre leur siège à la prochaine élection ont ainsi fermement soutenu la NRA lors du dernier vote. »

La répétition des fusillades de masse, loin d'affaiblir l'influence de la NRA, renforce au contraire les préoccupations sécuritaires des propriétaires d'armes à feu et entraîne une recrudescence de la vente des armes. Après la tuerie de 2012 dans une école primaire à Newton, Connecticut, certains États contrôlés par les Républicains ont libéralisé encore plus le marché des armes à feu. En Floride, des débats ont même eu lieu pour autoriser le port d'armes dans les écoles, sans parler du marché florissant des armes pour enfants (rose pour les filles, bleu pour les garçons).

A cela s'ajoute la détermination des militants « pro-armes », dont les énergies sont galvanisées après chaque fusillade. Richard Feldman, directeur d'un lobby pro-armes interrogé par le *Washington Post*, affirme que le vote de mesures limitant la vente d'armes après le massacre d'Orlando est hautement improbable : « Lorsque l'émotion du moment est passée – et elle passera,

c'est une affaire de deux semaines ou de deux mois, mais elle finit toujours par passer – les seules personnes qui se sentent vraiment concernées par ce problème dans ce pays sont les propriétaires d'armes à feu », poursuit-il.

L'État américain est-il donc condamné à s'enliser dans le statu quo ? Cela n'est pas si certain, aux dires de bien des médias. Certains voient dans l'agitation politique sans précédent qui a suivi la tuerie d'Orlando l'amorce d'un changement.

Le revirement inattendu de Donald Trump

Un premier élément fragilise le parti républicain et ébranle les absolutistes de la vente libre des armes : le revirement inattendu de Donald Trump, pourtant ardent défenseur de la NRA. Passé maître dans l'art de créer la surprise, le candidat républicain a annoncé au lendemain du massacre d'Orlando qu'il soutenait la restriction de la vente d'armes aux suspects de terrorisme. Cette annonce suscite des divisions encore plus grandes parmi les républicains et le place en porte-à-faux par rapport à l'orthodoxie de son propre parti, poursuit le *Washington Post*. Ce positionnement original pourrait se révéler stratégique lors des prochaines élections présidentielles, notamment dans les États-pivot¹, où le soutien des électeurs favorables aux limitations de la vente d'armes pèse lourdement dans la balance.

Mais selon E.J Dionne, professeur de sciences politiques à l'université de Georgetown, la prise de position paradoxale de Trump est révélatrice des contradictions qui agitent le parti républicain. En effet, dans la tuerie d'Orlando s'affrontent deux problématiques dont le Grand Old Party a fait son cheval de bataille : l'hostilité aux restrictions sur la vente des armes, et l'incessante affirmation qu'il faut tout faire pour protéger les États-Unis du terrorisme islamiste. Or, « si l'on croit en la seconde, on ne peut réellement croire en la première. (...) On peut être sceptique quant à l'intention réelle de Trump d'aller à l'encontre des solutions inefficaces prônées par la NRA. Mais son changement de discours est le signe éloquent d'un système rationnel qui s'effondre », poursuit-il.

Le réveil des démocrates

Hillary Clinton, depuis le début de sa campagne, se démarque des autres candidats démocrates par sa capacité à affronter le sujet avec un courage certain. Et le positionnement de Trump a permis un véritable réveil des élus démocrates, qui se sont précipités dans la brèche ouverte par le candidat républicain. Les débats et l'agitation politique suscités au Congrès sont en effet sans précédent, et ont attiré plus que jamais l'attention de la nation américaine, au point que les démocrates ont été accusés d'instrumentaliser la question dans un but purement électoral.

Selon Brina Milikowski, directrice stratégique de l'organisation Everytown For Gun Safety qui milite pour la restriction de la vente des armes, ce réveil des démocrates est un phénomène qui témoigne d'un relatif affaiblissement de la NRA : « Durant des années, le pouvoir de la NRA paraissait tellement immense que, de scrutin en scrutin, les démocrates évitaient le sujet des armes. Durant toute une génération, le lobby des armes a édifié un mythe de son propre pouvoir », affirme-

1 - *Swing-state* : un État-charnière ou État-pivot est un État qui n'est traditionnellement ni républicain ni démocrate, mais dont le vote est susceptible d'alterner d'un parti à l'autre selon les scrutins.

t-elle dans le *Washington Post*. Un mythe qui commencerait à s'effriter, tant la répétition des massacres en vient à ébranler certains militants de la NRA elle-même.

L'amorce d'un changement ?

The Economist relève plusieurs raisons d'espérer : « Un sinistre mantra prétend que rien n'a changé après le massacre des enfants à Newton en 2012. En réalité, bien des choses ont changé – non pas à Washington D.C., mais au niveau des États », affirme *The Economist*. De nombreux États, y compris républicains, ont ainsi modifié leur législation après la fusillade de Newton. Laura Cutilletta, du Centre juridique pour la prévention de la violence par les armes, souligne ces avancées législatives : « Le verrouillage des décisions au Congrès a laissé dans l'ombre le fait que les États ont tant œuvré », affirme-t-elle dans *The Economist*. « Des avancées souvent rendues possibles grâce à l'appui de la Cour Suprême, dont le rôle et la composition sont déterminants. L'association Everytown for Gun Safety, créée par l'ancien maire de New York Michael Bloomberg, parvient ainsi à rassembler 3 millions de membres, ce qui reste encore loin des 5 millions de la NRA, mais n'en constitue pas moins une véritable force de pression », rapporte *The Economist*. A cela s'ajoute l'essor démographique de la population urbaine afro-américaine et hispanique, peu soucieuse de la défense acharnée du second amendement.

La violence par les armes n'est pas une fatalité, mais le produit d'un ensemble de choix faits par les Américains à un moment donné de leur histoire.

Tasnim Rasiwala

Retrouvez cet article sur notre [site](#)